



**DEPARTEMENT DE MEURTHE ET MOSELLE**

---

**COMUNAUTE DE COMMUNES TERRES TOULOISES**

---

**AVENANT N°2**

---

Au traité d'affermage pour l'exploitation du service d'eau potable visé en Préfecture le 13 décembre 2011

REÇU EN PREFECTURE

le 16/12/2021

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-054-200070563-20211213-2021\_06\_30-



ENTRE :

La Communauté de Communes Terres Toulaises, représentée par son Président, Monsieur Fabrice CHARTREUX, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2021 et désignée dans le texte qui suit par l'appellation "La Communauté",

d'une part,

ET :

La Société SAUR, Société par Actions Simplifiée au capital de 101 529 000 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 339 379 984, dont le Siège Social est à 11 Chemin de Bretagne – 92130 ISSY LES MOULINEAUX- représentée par Monsieur Vincent PEGOUD, en qualité de Directeur Général Adjoint France Est, désignée dans le texte qui suit par l'appellation "SAUR",

d'autre part.

#### **IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :**

Par contrat de délégation de service public ayant pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et modifié par un avenant N°1 visé en Préfecture le 14 mai 2014, la Commune de Fontenoy-Sur-Moselle a confié à la Société SAUR l'exploitation du service public de distribution d'eau potable. La communauté de Communes Terres Toulaises a repris la compétence « eau potable » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et s'est substituée à la Commune de Fontenoy-sur-Moselle dans le présent contrat. L'échéance du contrat est fixée au 31 décembre 2026.

Compte tenu des difficultés techniques rencontrées pour le déploiement du dispositif de télérelève, les parties ont convenu de réviser les conditions contractuelles d'exploitation pour optimiser les conditions financières du service en contrepartie d'une poursuite des relèves manuelles des compteurs.

D'autre part une partie du périmètre contractuel est désormais alimenté par des ressources extérieures, via une fourniture d'eau assurée par la Communauté. Les travaux d'interconnexion et de sécurisation ont été réalisés par la Communauté qui en tiendra compte dans la surtaxe appliquée. Par ailleurs, cette fourniture d'eau, estimée à 3000 m3 par an, générera des coûts supplémentaires pour la Communauté qui seront également répercutés par une augmentation de la surtaxe et par contre, des économies seront réalisées sur les coûts de production antérieurs du délégataire. Ces variations sont prises en compte dans l'équilibre économique du présent avenant. Dans ces conditions, il n'est pas prévu que le délégataire supporte un coût d'achat d'eau.

#### **EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**



## Article 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier le prix du service en contrepartie :

- De l'arrêt du déploiement de la télérelève qui est substituée par deux relèves réelles par an,
- De la réduction des coûts de production .

## Article 2 - Télérelève des compteurs

L'obligation du Délégataire d'équiper en dispositif de télérelève les compteurs est supprimée. En conséquence l'article 12 du contrat d'affermage est supprimé et remplacé par :

« Le Délégataire équipera en télégestion le réservoir et la station de pompage. »

Par ailleurs, les éventuels nouveaux compteurs qui seraient installés d'ici la fin du contrat auront des caractéristiques techniques validées au préalable par la Communauté.

## Article 3 - Part du Délégataire : prix et tarif de base

L'article 25.2 du contrat initial relatif au prix perçu par le Délégataire, modifié par l'article 5 de l'avenant 1, est annulé et remplacé par le texte suivant :

« Le Délégataire est autorisé à vendre l'eau aux particuliers au tarif de base maximal suivant, auquel s'ajouteront d'une part la surtaxe définie à l'article 26 et d'autre part les divers droits et taxes additionnels au prix de l'eau.

Les tarifs en valeur de base 2012 fixés initialement au contrat à 0,8119€/m3 HT pour la part variable délégataire et à 25€ HT pour la part fixe délégataire et modifiés en 2014 par l'avenant 1 à 1,0306€/m3 HT pour la part variable délégataire et à 26€ HT pour la part fixe sont modifiés ainsi par le barème suivant, établi hors taxes et redevances :

- |  |                    |
|--|--------------------|
| - Prime fixe annuelle pour chaque point de consommation (en euros) | 26 € HT (inchangé) |
| - Prix par m3 consommé (en euros)                                  | 0,9272 € HT        |

La formule d'actualisation du prix n'est pas modifiée par rapport aux engagements contractuels en vigueur.

## Article 4 - Annexes

Les documents suivants sont annexés au présent avenant :

- Annexe 1 - Données financières justificatives des évolutions prévisionnelles des charges du Délégataire
- Annexe 2 - Justificatifs de l'établissement du nouveau tarif



## Article 5 - Prise d'effet – validités des dispositions antérieures

Le présent avenant prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ou, si celle-ci est postérieure, à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire par sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Toutes les clauses du contrat initial et des précédents avenants, non modifiées par les présentes, demeurent intégralement applicables.

Fait à  
Le

Pour la Communauté de Communes,

Le Président  
Fabrice CHARTREUX

Pour le Délégué

Le Directeur Général Adjoint France Est